

Michael Hardt et Antonio Negri

## **DÉCLARATION; ceci n'est pas un manifeste**

Éditions Raisons d'agir (2013)

là une des causes des catastrophes économiques les plus récentes. Il nous faut imaginer comment ces fonctions de rassemblement des compétences et d'intégration des savoirs peuvent être déployées dans le cadre d'une planification démocratique de la production et de la reproduction. Il faut comprendre la production non pas comme quelque chose qui serait cantonné à des domaines délimités et distincts, comme par exemple l'usine, mais comme un élément diffus qui innerve l'ensemble de la société. Dans l'intérêt du commun, par conséquent, la banque ne disparaîtrait pas, mais ses fonctions qui consistent à enregistrer, faciliter et soutenir l'ensemble des relations sociales productives se trouveraient accrues et étendues.

Les principes constitutifs de la liberté et de l'accès au commun deviendraient ainsi susceptibles de pénétrer l'institution bancaire et de la mettre au service d'autres institutions démocratiques. Il est clair qu'aujourd'hui les luttes doivent viser les banques et les industries financières pour dénoncer ce que leurs pratiques ont d'inique, et notamment la façon dont elles contribuent à augmenter l'insécurité sociale, à exacerber les inégalités et à restreindre les libertés. Mais demain les luttes devront trouver des moyens de transformer les banques et les instruments de la finance en les plaçant au service de la planification de la production, de la reproduction et de la distribution de la richesse sociale à travers la participation démocratique.

### *L'éducation*

Pour faire de l'éducation une institution du commun, nous devons tenter d'appliquer les trois principes qui nous ont guidés dans le cas de l'eau et des banques : rendre les ressources communes, élaborer des schémas d'autogestion et soumettre toutes les décisions à des procédures de participation démocratique. Le savoir est un bien commun

par excellence, et l'éducation repose sur l'accès au savoir, aux idées et à l'information. Mettre au point des schémas d'accès libre à ces biens est de toute évidence un point de passage obligé pour faire de l'éducation une institution du commun.

Mais l'éducation n'est pas seulement ni même principalement une affaire de savoir. Lorsque nous étudions, il est vrai que nous accumulons du savoir, que nous apprenons des faits et que nous travaillons avec des idées, mais nous développons surtout notre intelligence. Pour le dire autrement, nous développons et nous éduquons notre puissance de pensée. En ce sens, l'éducation est toujours, par définition, de l'autoéducation. Personne ne peut étudier à notre place, et la puissance de pensée est toujours un élément situé en nous. Notre intelligence a besoin d'être cultivée. Il va de soi que, par « autoéducation », nous n'entendons pas un système dans lequel on se débarrasserait des enseignants ou on fermerait les écoles. « Autoéducation » signifie que ces relations et ces institutions doivent être orientées vers la création d'environnements propices à l'étude<sup>28</sup>. Le plus grand don qu'un enseignant puisse faire consiste à reconnaître que chaque étudiant a la capacité de penser et le désir d'utiliser cette intelligence pour étudier. L'étude est l'essence de l'autoéducation et, malheureusement, elle est bien trop rare parmi les formes contemporaines d'éducation. Il faut faire de l'autoéducation l'instance – et sans doute l'instance paradigmatique – du libre accès au commun, c'est-à-dire notamment de l'accès à l'information, aux savoirs et aux moyens d'étude, libéré des obstacles que représentent les contraintes financières, les dogmatismes ou les censures.

Il ne faut cependant pas confondre l'autoéducation avec l'isolement individuel. Le type d'autoéducation que nous avons à l'esprit n'est pas sans rappeler l'*Émile* de Rousseau, mais avec quelques différences importantes. Émile reçoit une

éducation poétique et sentimentale par l'entraînement des sens et l'interaction avec le monde physique, d'abord, ensuite avec le monde des idées et des livres. Le type d'autoéducation qui nous intéresse ici est lui aussi affectif tout autant que social et scientifique, mais il se distingue principalement par le fait qu'il n'est pas individuel. Nous ne pouvons étudier qu'en relation et en interaction avec d'autres, qu'ils soient physiquement présents ou non. En ce sens, l'éducation est toujours une pratique et une démonstration de l'égalité des singularités dans le commun : quand nous étudions, nous ne cessons de reconnaître l'intelligence des autres et nous apprenons à en tirer des bénéfices. Il n'est peut-être par surprenant qu'Émile, lorsqu'il rencontre sa future compagne, Sophie, s'immaginer immédiatement qu'elle lui est inférieure. Telle que nous la concevons, l'autoéducation exige au contraire un projet coopératif de développement de notre intelligence commune.

Comme l'administration des autres ressources, l'administration du savoir doit par conséquent être guidée par les principes du libre accès, de l'égalité, de la durabilité et de la participation. Des processus décisionnels démocratiques doivent ainsi remplacer les formes contemporaines de planification qui déterminent l'orientation de l'enseignement. Aujourd'hui, l'enseignement, et l'enseignement supérieur en particulier, est un domaine fortement dirigé, et son financement constitue le principal mécanisme de sa planification. À mesure que l'enseignement public a vu la part des financements publics diminuer (de façon spectaculaire en Europe et en Amérique du Nord), les financements privés sont devenus une force majeure de la planification. Les universités s'assimilent de plus en plus à des entreprises, non seulement en ce qui concerne leurs hiérarchies internes, leur styles d'administration et leurs systèmes de compensations, mais surtout parce que les

entreprises qui financent la recherche et l'enseignement déterminent concrètement l'administration du savoir et la planification de l'enseignement.

L'un des grands projets du gouvernement américain en matière de planification de l'enseignement fut inspiré par le lancement du satellite Spoutnik par les Soviétiques en 1957. L'année suivante, convaincu que l'avance soviétique dans la course à l'espace reflétait un retard en matière d'enseignement des sciences et des mathématiques aux États-Unis, le Congrès vota le *National Defense Education Act* afin d'augmenter dans des proportions spectaculaires et à tous les niveaux le financement du système éducatif, la part du lion revenant essentiellement aux mathématiques, à l'ingénierie et aux sciences. Même si ce projet était explicitement motivé par des considérations relevant de la sécurité nationale, le renforcement du système éducatif et son articulation plus serrée à ces domaines d'étude coïncidait aussi avec les besoins putatifs de l'industrie à l'époque – et il n'est pas très difficile, en effet, de retracer la façon dont ce soutien à l'éducation profita aux entreprises américaines dans les années suivantes. Ce financement accru eut aussi une myriade de conséquences non intentionnelles et contribua à développer l'enseignement dans de nombreux domaines.

Plus d'un demi-siècle plus tard, comment pourrions-nous imaginer une loi comparable de planification du système éducatif et un afflux de financements ? Il faut souligner que, même si les financements privés restent encore centrés sur les sciences, selon le vieux modèle industriel, les besoins des entreprises à l'âge de la production biopolitique sont tout aussi importants sinon plus dans les domaines de la linguistique, de la communication et du développement intellectuel qui relèvent de l'enseignement en sciences humaines, dont les niveaux de financement ont baissé de façon dramatique. Mais, pour que l'éducation devienne une

institution du commun, il faut que ce soient les intérêts de la société dans son ensemble, et non seulement ceux des entreprises, qui servent de guide. Il faudrait alors mettre en place des structures décisionnelles démocratiques et participatives afin de planifier et de financer l'éducation, de multiplier les opportunités d'étude ainsi que le libre accès au savoir. Tel est le type d'institution éducative que l'on pourrait construire à partir des principes constituants que nous avons analysés.

### *Du public au commun*

Face à la menace de la privatisation, la lutte pour le commun tend souvent à glisser vers une défense du contrôle public, voire à la réclamer. Est-il nécessaire, face au pouvoir de la propriété privée, de lutter en faveur de la propriété publique lorsque notre objectif est en réalité le commun ? Cela semble être le cas, quand on considère par exemple les luttes que mènent les étudiants et les professeurs contre la privatisation de l'université et les coupes budgétaires dans l'enseignement secondaire. Leur premier recours, qui est aussi le plus immédiat, consiste, semble-t-il, à réaffirmer la puissance du public. De même, la puissance publique semble être la grande alternative lorsque l'on est placé face à l'exploitation privée des ressources naturelles dans de nombreuses régions du monde, qu'il s'agisse des diamants en Sierra Leone, du pétrole en Ouganda, du lithium en Bolivie ou des sables bitumeux au Canada. Pour combattre l'exploitation privée par les entreprises, souvent étrangères, qui concentrent la richesse dans les mains de quelques-uns et, ce faisant, détruisent des environnements sociaux et naturels, il semble que l'arme la plus efficace consiste à réaffirmer la souveraineté d'État et à transformer ces ressources en propriété publique. De façon plus frappante encore, face aux risques de désastre environnemental et

au changement climatique, insister sur le contrôle et la régulation étatiques semble être notre seule option si l'on veut mettre un terme à la destruction continue dont les entreprises privées se rendent coupables.

Nous étions donc partis avec le commun pour objectif, et nous voilà revenus au contrôle étatique ! Tout laisse penser qu'il s'agit d'une erreur de parcours, comme celle qui vit Christophe Colomb arriver aux Amériques alors qu'il était parti à la découverte de l'Inde. Mais l'analogie n'est pas tout à fait juste. Nous sommes plutôt comme les soviets qui, en combattant la domination capitaliste, s'imaginaient aller vers une nouvelle démocratie mais finirent par donner naissance à une machine d'État bureaucratique. Dans quel pacte nous engageons-nous lorsque nous luttons pour le commun mais acceptons le règne de la propriété publique et du contrôle étatique ? Lorsque nous parvenons à faire valoir le pouvoir de l'État, sommes-nous indéfiniment liés à lui, même s'il ne nous rapproche pas de l'administration démocratique du commun ?

Nous voyons deux voies permettant d'encourager et de cultiver le passage de la propriété publique au commun et du contrôle étatique à l'autogestion démocratique. La première s'inspire du « principe de différence » que John Rawls propose dans sa théorie de la justice<sup>29</sup>. Selon ce principe, les inégalités dans la distribution des biens ne sont permises que si elles bénéficient aux citoyens les plus désavantagés. Toutes choses étant égales par ailleurs, chaque décision sociale doit accorder la préférence à ce qui profite aux pauvres. Ce principe est conçu pour enclencher une dynamique qui tend progressivement, mais de façon systématique, vers une distribution égale de la richesse. Un principe de différence pour le commun fonctionnerait de façon similaire : chaque fonction sociale régulée par l'État mais susceptible d'être assurée de façon tout aussi

efficace par le commun devrait être transférée au commun. Dans cette perspective, il faudrait donner la préférence aux propositions d'autogestion de certains aspects de la vie éducative, comme par exemple la gestion des classes ou des programmes d'études spécifiques, sur leur administration par l'État. De même, l'administration commune et démocratique des ressources naturelles devrait toujours avoir la préséance lorsqu'elle se montre aussi effective et efficace que l'administration étatique. Un principe de différence de ce type nous semble constituer un critère théorique utile, bien qu'il ne soit pas assez concret pour garantir une transformation sociale réelle. La seconde façon de maintenir le cap vers le commun est plus dynamique et plus concrète que la première, et elle passe par un double combat. De nombreux mouvements sociaux opposés au néolibéralisme et engagés en faveur du commun luttent *pour* que le public renverse l'empire de la propriété privée et, simultanément ou séquentiellement, ils militent *contre* ce pouvoir public dans l'intérêt du commun et des mécanismes d'autogestion.

Bien entendu, ces deux stratégies ne s'excluent pas mutuellement, et il est possible de les mettre en œuvre simultanément ou de les associer à d'autres. L'essentiel est que nous n'avons pas à rejeter toutes les stratégies qui défendent le contrôle public, mais que nous ne pouvons pas non plus nous en contenter. Nous devons trouver les moyens de mettre en marche une dynamique qui assure un mouvement continu vers le commun.

Il existe aujourd'hui de nombreux exemples de ce double combat, pour et contre le public. Les mouvements étudiants qui s'opposent à la privatisation de l'enseignement suivent souvent cette voie, de même que de nombreux mouvements de défense de l'environnement. L'exemple paradigmatique de ce double mouvement est à chercher selon nous dans la dynamique qui lie les mouvements

sociaux aux gouvernements progressistes d'Amérique latine et qui mérite une analyse attentive.